



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT
DES
CONSEILS DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE ET DU FONDS
SUR LE
TRANSFERT DE RESSOURCES RÉELLES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT



1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433

Téléphone : (202) 458-2980

Fax : (202) 522-1618

Washington, le 17 avril 2005

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

1. À l'approche du cinquième anniversaire de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, nous nous sommes réunis pour évaluer les progrès accomplis en direction des objectifs de développement pour le Millénaire¹, tels qu'ils ressortent du deuxième Rapport de suivi mondial. Nous réaffirmons notre détermination à soutenir vigoureusement les stratégies et les décisions adoptées à Doha, Monterrey et Johannesburg, qui définissent un cadre pour lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs convenus à l'échelle internationale. Nous nous félicitons que la Banque et le FMI continuent de participer activement aux préparatifs et aux travaux de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au financement du développement et de l'Examen de haut niveau de la mise en œuvre des objectifs pour le Millénaire qui se déroulera dans le cadre des Nations Unies à New York en septembre prochain.
2. Nous saluons les progrès accomplis grâce aux mesures prises tant par les pays en développement que par les pays développés. Ces mesures ont contribué à alimenter la plus forte croissance de l'économie mondiale depuis plus de trente ans. Dans l'ensemble, les progrès sont toutefois inégaux et plus lents que prévu. Si aucune mesure concrète n'est prise pour en accélérer le rythme, la vision formulée dans la Déclaration du Millénaire ne se concrétisera pas. L'enjeu n'est pas seulement d'ouvrir à des millions d'êtres humains la possibilité d'échapper à la pauvreté, à la maladie, à l'analphabétisme et aux inégalités entre les sexes, mais aussi d'assurer la sécurité et la paix mondiales, qui sont étroitement liées au développement.

¹ Tels qu'ils ont été entérinés par les Chefs d'État et de gouvernement lors de l'Assemblée générale des Nations Unies le 8 septembre 2000.

3. Toutes les régions sont confrontées à des défis importants, mais nous jugeons opportun que le Rapport souligne que l'Afrique subsaharienne est la région qui a le plus long chemin à parcourir pour réaliser les ODM. Nous accueillons aussi avec intérêt le Rapport de la Commission pour l'Afrique. Nous constatons avec satisfaction que la croissance réelle en Afrique subsaharienne a atteint 5 % en 2004, le plus fort taux enregistré depuis huit ans, et que l'inflation n'a jamais été aussi basse. Il s'agit de mener de bonnes politiques économiques pour que la croissance et le développement s'accélèrent et s'inscrivent dans la durée. Nous notons favorablement l'Initiative stratégique de la SFI pour l'Afrique, notamment le Partenariat pour l'entreprise privée dont le mécanisme a été récemment approuvé. Nous invitons la Banque à engager, en collaboration avec des partenaires, une analyse et des études institutionnelles plus poussées, en vue de formuler un plan d'action plus ambitieux pour l'Afrique, que nous examinerons à notre prochaine réunion.
4. L'action engagée par nombre de pays en développement pour renforcer leurs politiques et leurs institutions est non seulement profitable, mais aussi riche d'enseignements pour les autres. Nous approuvons l'accent mis sur le fait que les pays doivent piloter et maîtriser l'élaboration des stratégies de développement et demandons instamment que les ODM soient traduits en termes opérationnels dans des stratégies de réduction de la pauvreté liées à des cadres budgétaires à moyen terme. Il demeure tout aussi essentiel de veiller à la stabilité macroéconomique que de renforcer la gestion financière du secteur public, promouvoir la bonne gouvernance, en particulier en combattant la corruption et en favorisant la primauté du droit, améliorer l'environnement dans lequel opèrent les entreprises et la réglementation de leurs activités et développer les marchés des capitaux nationaux, de sorte que la croissance économique puisse être tirée par le secteur privé. La viabilité écologique reste d'une importance fondamentale et devrait être prise en compte dans les politiques et les programmes nationaux, ainsi que dans des actions de portée mondiale. Nous reconnaissons l'importance qu'il y a, pour l'ensemble des pays, à tenir compte des préoccupations liées à l'évolution du climat dans la planification de leurs politiques publiques.
5. Il faut tout mettre en œuvre pour accélérer les progrès sur le front de l'éducation (notamment l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous), des services de santé et d'infrastructure de base, en particulier l'approvisionnement en eau et l'assainissement, si l'on veut réaliser les principaux objectifs de développement. Nous regrettons de devoir constater que l'objectif qui avait été fixé d'assurer l'égalité des sexes dans les cycles de l'enseignement primaire et secondaire en 2005 n'a pas été atteint. Nous enjoignons les donateurs bilatéraux et les institutions multilatérales à fournir en temps voulu des financements prévisibles et durables à l'appui de ces efforts. Nous réaffirmons l'importance des efforts déployés pour que les pays en développement puissent renforcer leurs capacités et être mieux en mesure d'absorber l'aide.
6. Nous avons souligné dans le passé à quel point il importe de réaliser des investissements à plus grande échelle dans l'infrastructure des pays en développement comme moyen de promouvoir la croissance économique et la réalisation des ODM, et nous avons entériné le Plan d'action pour l'infrastructure de la Banque mondiale. En vue de lever tout

obstacle qui pourrait empêcher la Banque d'intensifier ses activités dans ce domaine, nous attendons avec intérêt d'examiner la mise en œuvre du Plan d'action à notre prochaine réunion, en particulier les résultats des travaux actuellement menés par le FMI et la Banque sur les moyens d'accroître la part du budget que ces pays consacrent à l'infrastructure.

7. Pour compléter ces actions, les pays développés doivent tenir leurs promesses et contribuer à l'accélération des progrès. Nous rappelons qu'il est essentiel que le Programme de développement de Doha produise des résultats d'envergure et que les négociations aboutissent en 2006. L'amélioration des possibilités d'échanges et des débouchés pour les produits agricoles et industriels et les services sera décisive à cet égard. Nous insistons sur la nécessité d'apporter une « aide à la facilitation des échanges », et nous engageons la Banque et le FMI, en collaboration avec d'autres, à formuler des propositions destinées à aider les pays en développement à procéder aux ajustements nécessaires pour tirer parti des négociations ; nous examinerons ces propositions d'ici notre prochaine réunion. Nous reconnaissons également les avantages que procureraient aux pays en développement la diminution des obstacles au commerce dans les pays en développement et le renforcement des échanges sud-sud.
8. Le financement du programme de développement reste un défi majeur, qui exige une action soutenue sur le plan de la mobilisation de ressources intérieures, de l'investissement privé et du commerce. Nous accueillons avec intérêt le programme de travail entrepris par la Banque en vue d'améliorer l'analyse et les statistiques sur les envois de fonds des travailleurs migrants, ainsi que sur la mobilité de la main-d'œuvre et la migration, et d'examiner les entraves aux transferts de fonds. Nous insistons sur le fait qu'un accroissement sensible de l'aide sera également nécessaire pour permettre une progression plus rapide vers la réalisation des ODM. Nous nous félicitons de l'heureux aboutissement de la Quatorzième reconstitution des ressources de l'IDA, pas important pour la mobilisation de ressources additionnelles, et nous appelons les bailleurs de fonds à finaliser leurs engagements. Nous prenons note de la poursuite des travaux consacrés à l'impact des chocs exogènes sur les pays à faible revenu et les petits États vulnérables, et attendons avec intérêt des propositions complémentaires, dans le contexte de l'examen à mi-parcours d'IDA-14, sur les options disponibles pour concrétiser les propositions correspondantes au niveau opérationnel.
9. Nous nous félicitons également de l'accord intervenu entre la Banque et le FMI sur un cadre conjoint d'analyse prospective du degré d'endettement tolérable des pays à faible revenu. Nous accueillons avec intérêt les propositions récemment formulées pour des allègements supplémentaires de l'encours et du service de la dette. Nous nous accordons à penser qu'un surcroît d'allègement, au-delà du dispositif PPTE, s'impose dans des cas spécifiques pour assurer un degré d'endettement tolérable à long terme et permettre les progrès en direction des ODM. Nous demandons à la Banque et au FMI d'examiner ces propositions dans la perspective des Assemblées annuelles.
10. Nous confirmons notre détermination à respecter les engagements pris à Monterrey et par la suite en vue d'un relèvement des niveaux de l'aide publique au développement

(APD). Nous engageons les pays donateurs qui ne l'ont pas encore fait à prendre des mesures concrètes pour se rapprocher de l'objectif d'une APD représentant 0,7 % du RNB.

11. Nous nous félicitons de la poursuite des travaux sur des moyens novateurs de financement du développement. Nous prenons note du fait que les négociations consacrées par les parties intéressées au projet pilote de facilité internationale de financement pour la vaccination sont bien avancées et que l'analyse de la faisabilité technique de la Facilité a permis d'établir les conditions requises pour la prise des décisions nécessaires, sur le plan politique, en ce qui concerne la participation à ce mécanisme. Nous encourageons les bailleurs de fonds intéressés à donner suite à ces propositions. De l'avis d'éventuels participants, il peut être faisable et souhaitable d'instituer des mécanismes de taxation mondiale pour le financement du développement, mais d'autres membres ne sont pas de cet avis. Nous prenons note des analyses concernant la justification économique et la faisabilité technique de certaines des propositions de taxes mondiales, et la taille raisonnable nécessaire du bloc de pays participants. Compte tenu de l'appui politique dont bénéficient ces propositions dans certains pays, nous invitons la Banque et le FMI à approfondir, dans la perspective des Assemblées annuelles, leur analyse des mécanismes de fiscalité pour le développement, applicables à l'échelon national et coordonnés à l'échelon international, qui sont les plus prometteurs à titre d'élément d'information pour la mise à l'étude d'un scénario pilote à l'intention des pays intéressés.
12. Nous soulignons par ailleurs l'importance qu'il y a pour les partenaires de développement multilatéraux à poursuivre leur action, qu'il s'agisse d'appuyer le processus de stratégies pour la réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu, de mieux aligner l'aide sur les stratégies à moyen terme des pays, de rationaliser la conditionnalité, de renforcer les capacités institutionnelles ou d'accroître la focalisation sur les résultats du processus de développement. Nous demandons que l'examen des arrangements concernant les financements mixtes soit poussé plus avant, que des mesures supplémentaires soient prises pour renforcer l'efficacité de l'aide et que des progrès continuent d'être faits pour la fourniture de produits financiers souples et novateurs, ainsi que de services consultatifs et d'assistance technique de qualité et mieux adaptés à l'évolution et à la diversité des besoins des pays à revenu intermédiaire ; nous appelons aussi à un renforcement du rôle de la Banque dans ces pays, en particulier pour ce qui concerne les biens publics mondiaux.
13. Nous accueillons avec satisfaction la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, qui a répondu à l'appel que nous avons précédemment lancé pour la prise d'engagements fermes sur la qualité de l'aide. Nous prenons note de l'accord sur des indicateurs quantitatifs. Nous insistons pour que soient établis, comme convenu, des objectifs-cibles pour chacun des indicateurs à l'horizon 2010. Des actions conjointes devront à présent être menées de façon concertée pour traduire ceux-ci dans des mesures concrètes à l'échelon des pays, et nous appelons la Banque à être la première à donner l'exemple, en appliquant le cadre défini à Paris. Nous nous félicitons du fait que les systèmes en

place dans les pays sont de plus en plus utilisés, dans les cas appropriés, comme moyen d'accroître l'harmonisation et de réduire les coûts de transaction.

14. Renforcer la voix et la participation des pays en développement et des pays en transition au sein de la Banque et du FMI continue d'être un sujet de préoccupation. Des progrès ne pourront être faits que s'il existe un large consensus au niveau politique. Nous prenons note de l'action que continuent de mener les Conseils des deux institutions à cet égard, et nous réexaminerons cette question lors de notre prochaine réunion à la lumière des progrès réalisés.
15. Nous rendons hommage aux efforts déployés par la communauté internationale pour contrer les effets des tsunamis meurtriers qui ont dévasté la région de l'océan Indien. Cette tragédie nous a rappelé que ce sont généralement les plus pauvres qui sont les plus vulnérables aux catastrophes naturelles. Nous demandons que l'accent continue d'être mis sur les problèmes posés par l'accélération du processus de reconstruction et de redressement dans la région, le rétablissement des moyens de subsistance et la mise au point de projets pour améliorer les capacités d'intervention et atténuer les risques en cas de catastrophe.
16. Un système multilatéral solide et efficace est essentiel à l'effort de lutte contre la pauvreté à l'échelle mondiale. Nous exprimons à Jim Wolfensohn, alors qu'il arrive au terme de son mandat, notre profonde gratitude pour le talent avec lequel il a dirigé la Banque, ainsi que nos vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions d'Envoyé spécial pour le désengagement de la Bande de Gaza. Nous tenons également à féliciter Paul Wolfowitz de sa nomination à la présidence de la Banque, et attendons avec intérêt de travailler à ses côtés.
17. La prochaine réunion du Comité du développement aura lieu à Washington le 24 septembre 2005.